

thèque Elsa Triolet), l'étude des stratégies didactiques de journalistes-fondateurs comme Pierre Gamarra. Le travail de mise en évidence de la politique culturelle de la municipalité de Saint-Étienne-du-Rouvray et de celle de ses comités d'entreprise est extrêmement complet. Les annexes sont abondantes et généreuses. Les conclusions de l'ouvrage sur l'efficacité incitative à la lecture de l'action politique et militante, l'intrusion du pluralisme des sources de l'information dans les années 1970, la constatation de l'hétérogénéité de l'univers littéraire des lecteurs, permettront de nuancer les représentations schématiques de la politique culturelle du PCF et de la CGT comme instrument d'un totalitarisme idéologique et de constater – surprise pour certains – l'existence d'une sociabilité ouvrière de la culture autour du livre. L'ouvrage et les procédures de travail qui y sont largement exposées en font un outil qui incite à poursuivre d'autres études, en variant peut-être les paramètres contextuels et en appliquant l'activité de recherche d'informations et de la jubilation de la connaissance à d'autres sources, celle des images fixes ou animées par exemple...

Trois regrets cependant. D'abord ceux de l'absence de référence aux *Chômeurs de Marienthal* de Paul Lazarsfeld, l'enquête fondatrice rééditée autrefois par Pierre Bourdieu, de l'absence également des apports de Joëlle Deniot dans son livre *Ethnologie du décor en milieu ouvrier. Le bel ordinaire*<sup>5</sup>, quand l'auteur remarque ici la présence évocatrice des livres dans les maisons ouvrières. Enfin dans cette approche en profondeur, qu'en est-il de l'écriture, au-delà du « petit carnet » où l'on note ses impressions de lecture (p. 76), des poèmes que l'on souhaite publier ainsi qu'il est indiqué, des journaux intimes, du plaisir de mettre en mots ses raisons et ses émotions, ce qui vient avec le plaisir de lire ?

Au-delà de cette exploration de la lecture ouvrière, il reste à appréhender la lecture qui ressort de la culture technique, celle des textes juridiques qui appartient à la culture politique militante, le cheminement de la construction d'une érudition qui ne se confond pas avec celle de l'écrit menacé d'académisme, il reste à mettre en perspective une anthropologie de l'activité symbolique initiée par Jacques Rancière.

Noëlle GÉRÔME

## J E U N E S S E S

**Laurent BESSE. – *Les MJC. De l'été des Blousons noirs à l'été des Minguettes (1959-1981)*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 391 pages.**  
« Histoire ».

Ce livre est issu d'une thèse préparée sous la direction d'Antoine Prost et soutenue en 2004. Il comble une lacune dans notre connaissance de la jeunesse des années 1950 et 1960 en présentant l'institution qui a symbolisé aux yeux de l'opinion la politique menée par la V<sup>e</sup> République en direction de la jeunesse. Les Maisons des jeunes et de la culture, qu'il ne faut pas confondre avec les Maisons de la culture portées par André Malraux, reflètent la montée des jeunes dans la société française. L'inquiétude qu'ils suscitent, le désir de les contrôler et d'encadrer leurs loisirs, la crainte de les voir traîner, tout concourt pour favoriser la création de lieux qui leur sont dédiés. De lieux, en effet, puisque le terme même de maison renvoie à un bâtiment réservé aux jeunes. Certes, la Fédération des maisons des jeunes et de la culture est bien antérieure. Née en 1946 et présidée par le socialiste André Philip jusqu'en 1966, la

5. Paris, L'Harmattan, 1996.

fédération chapeaute des associations loi 1901 ayant pour but d'offrir des activités éducatives, sociales et récréatives ouvertes à tous et dont les directeurs sont nommés et rémunérés par elle. Les Maisons de jeunes échappent ainsi à la tutelle étatique, bien que l'État subventionne leur Fédération, et surtout sont indépendantes des autorités municipales même si ces dernières les aident en leur prêtant un bâtiment ou en finançant certains services. Elles sont au nombre de 172 en 1959. Leur âge d'or, toutefois, de 1959 à 1966, coïncide avec l'arrivée de Maurice Herzog à la tête du haut commissariat à la Jeunesse et aux Sports et avec sa politique volontariste. Ce dernier, en effet, fait voter une loi-programme d'équipements dont la moitié des crédits est consacrée aux nouvelles MJC. Cette impulsion étatique est décisive et permet de disposer en 1968 de 900 MJC. La fédération des MJC a mis parallèlement sur pied le FONJEP, le Fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire, qui, alimenté par les fonds publics, les versements des allocations familiales et des associations, paye la moitié des traitements des directeurs. Laurent Besse peint donc la réussite d'une politique liant associations et impulsion publique. Les MJC, qui se veulent indépendantes des partis et pressions politiques, s'inscrivent néanmoins dans une tradition, chère à la gauche, d'éducation populaire laïque, mais d'une « laïcité ouverte ». Paradoxalement toutefois, les MJC sont mieux implantées dans les communes de droite et du centre. À cela rien d'étonnant puisque les municipalités de gauche avaient mis sur pied depuis longtemps leurs propres structures en direction de la jeunesse et qu'inversement, les municipalités de droite n'avaient pas d'autre choix que d'appuyer la MJC pour toucher les jeunes.

Laurent Besse ne se limite pas à l'étude d'un mouvement associatif. Il nous fait également pénétrer à l'intérieur des MJC. Il montre bien tout d'abord le rôle décisif joué localement par les directeurs auxquels il consacre à raison un chapitre complet. Hommes à tout faire, car les femmes sont dissuadées de postuler à des postes très prenants, ils s'occupent des tâches matérielles (chauffage, achats etc.), gèrent l'association et ont un rôle d'animateurs. Ils dénouent les conflits, en particulier lorsque des bandes de jeunes s'approprient la maison mais également lorsqu'il convient de rassurer les parents. Formés à l'INEP, issus pour une part du corps enseignant et rémunérés au reste comme les instituteurs-directeurs de cours complémentaire, souvent militants de l'éducation populaire, les plus remarquables ont un vrai pouvoir charismatique qui relève de la personnalité plus que des apprentissages. Laurent Besse peint également le public des MJC : des garçons pour les trois quarts, âgés de 14 à 21 ans. Ces derniers apprécient les activités qui leur sont proposées : au premier rang, le ping-pong, le judo et le volley mais aussi le ski, l'alpinisme, bref les nouveaux loisirs des Trente Glorieuses. Les fêtes, les veillées et, années 1960 obligent, les surbouts rythment également cette sociabilité juvénile qu'il faut parfois encadrer. Les directeurs s'inquiètent en particulier du rôle joué par le flirt, activité individualiste en contraction avec le collectif et à la limite d'une sexualité toujours jugée menaçante. Liées dès leur origine au mouvement d'éducation populaire, les MJC renoncent rapidement aux activités de formation en raison du développement de la scolarité. Mais elles développent d'importantes activités culturelles : pièces de théâtre, conférences sur les thèmes d'actualité comme le Tiers Monde ou le Vietnam, chansons à texte. Les MJC rejettent, en revanche, la culture commerciale comme la culture populaire, le yé-yé, cantonné aux boums, ou les romans policiers. Elles sont ouvertes, toutefois, à des formes nouvelles de culture, en particulier la photographie conçue comme une technique au service du témoignage et non d'une élite esthétisante.

Le travail de Laurent Besse permet également de mesurer le poids de la conjoncture politique puisque l'arrivée en 1966 d'un nouveau secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, François Missoffe, déstabilise la Fédération. Ce dernier, en effet, voit dans les MJC, à l'unisson d'une fraction des députés UNR, des « pépinières de

gauchistes ». Il critique également la lourdeur de l'institution. Il rejette, par ailleurs, la fonction d'animateur permanent et professionnel alors même qu'un diplôme, le premier du secteur, a été créé en 1965. Il préconise des structures légères gérées par les jeunes. Il n'a pas, cependant, le pouvoir de dissoudre la fédération des MJC, une association loi 1901. Aussi tente-t-il de l'asphyxier en coupant les subventions. L'intervention de l'Élysée et celle du Premier ministre l'obligent à composer avec une institution puissante et bien implantée. Mais la crise, de 1966 à 1968, a ébranlé les dirigeants et révélé les dysfonctionnements d'une fédération sans doute trop vite grandie. Bien que mai 1968 n'ait pas contesté l'institution qui s'est souvent ouverte aux débats, l'après-mai relance la confrontation. Le successeur de François Missoffe, Joseph Comiti, imposé à Couve de Murville par Jacques Foccart, repart à l'assaut et impose à la Fédération nationale, victime d'une scission, la régionalisation des fédérations responsables des MJC. Le cadre qui avait présidé à l'institution disparaît.

La dernière partie de l'ouvrage porte sur les années 1970 et le déclin de l'institution. L'indifférence de l'État puis son désengagement financier en ces temps de forte inflation ont leur part. Mais le climat des années 1970 change également la donne. D'une part, l'heure est de moins au socioculturel, dont la qualité est mise en cause par les édiles locaux. Alors que de nombreux directeurs l'avaient appelé de leur vœu, voire l'avaient accompagné comme militants, le succès de la gauche aux élections municipales en 1977 accélère le processus, les nouveaux édiles misant sur la construction d'équipements culturels autonomes. Le public change, par ailleurs. Avec la montée du chômage des jeunes, actée par le plan Barre de 1977 puis le rapport de Bertrand Schwartz en 1981, l'heure est plus à l'animation qu'à l'éducation populaire. La crise reflète plus profondément, selon L. Besse, le déclin de la confiance dans l'école et les institutions parascolaires. Les MJC, enfin, s'avèrent désarmées face à une nouvelle catégorie de jeunes « difficiles », les adolescents issus de l'immigration. Bref, à l'aube des années Mitterrand, l'institution décline au profit de praticiens du social, les animateurs, appuyés sur des associations au statut « allégé ». L'auteur conclut de façon pessimiste sur la difficile mise en place d'une politique de la jeunesse : amorcée sous le Front populaire, développée sous Vichy, rêvée à la Libération, elle serait en fait circonscrite à la République gaullienne.

Le travail de Laurent Besse est de ce point de vue convaincant. On peut regretter parfois que l'aspect institutionnel, sigles compris, et les aléas politiques gommant la place des acteurs, en particulier des maires et surtout de ceux pour qui les Maisons ont été fondées : les jeunes, peu présents dans le livre à partir de 1968. Mais nul ne pourra plus désormais confondre MJC et Maisons de la culture et parler de façon vague et allusive des politiques de la jeunesse.

Anne-Marie SOHN

**Vincent PEYRE et Françoise TÊTARD. – *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée.* Paris, La Découverte, 2006, 273 pages.**

Alors que se succèdent depuis plus de vingt ans des séries de dispositifs en faveur des jeunes des quartiers dits « difficiles », la prévention spécialisée, qui constitue pourtant une approche souple et originale, reste méconnue. « Segment mineur des politiques sociales », pour cause de rétivité perdurante à se plier aux injonctions, voire aux tentatives d'instrumentalisation des pouvoirs en place, elle restait aussi méconnue des historiens du travail social. C'est d'ailleurs ni pour les uns ni pour les autres que ses auteurs avouent, en toute fin d'ouvrage, avoir écrit cette histoire, mais « d'abord pour les nouvelles générations 'd'éduc' de prév' ». Ce public-cible explique sans doute les partis pris d'écriture, moins conceptuelle que narrative, moins replacée dans l'histoire du travail social qu'analysée avant tout pour elle-même dans